

Procédure Adaptée : N° 2025-06

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Objet du marché :

Marché de maintenance des installations d'ascenseurs de 6 sites de l'Urssaf Midi-Pyrénées.

Organisme passant le marché :

Urssaf Midi-Pyrénées
166 Rue Pierre-et-Marie Curie
Labège
31061 TOULOUSE cedex 9

SIRET : 535 146 500 00017

SOMMAIRE

ARTICLE 1ER - DISPOSITIONS GENERALES - CHAMP D'APPLICATION	4
1.1. PARTIES CONTRACTANTES	4
1.2. OBJET DU MARCHE	4
1.3. FORME DU MARCHE - EXECUTION DU MARCHE	4
1.4. LA MAITRISE D'ŒUVRE	5
1.5. CLAUSES DE NON-EXHAUSTIVITE	5
1.6. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	5
1.7. FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS	5
1.8. REPRESENTATION DE L'ACHETEUR	6
1.9. REPRESENTATION DU TITULAIRE	6
1.10. AUDITS ET EXPERTISES	7
1.11. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES ET SOUS-TRAITANCE	7
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	7
ARTICLE 3 - CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE	8
ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE, D'EXECUTION OU DE LIVRAISON	8
4.1. DUREE DU MARCHE	8
4.2. PERIODE PROBATOIRE OU D'ESSAI	9
4.3. DELAI D'EXECUTION ET DE LIVRAISON	9
4.4. PROLONGATION DES DELAIS	9
ARTICLE 5 - PRIX DES PRESTATIONS	9
5.1. CARACTERISTIQUES DES PRIX	9
5.2. OFFRES PROMOTIONNELLES	9
5.3. MODALITES DE VARIATION DES PRIX	9
5.4. APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE	10
5.5. CLAUSE DE SAUVEGARDE	10
ARTICLE 6 – PRECISION SUR LES MODALITES DE REGLEMENT	10
6.1. GARANTIE FINANCIERE	10
6.2. AVANCE	10
6.3. CONTENU DE LA DEMANDE DE PAIEMENT	11
6.4. MODE DE REGLEMENT	11
ARTICLE 7 - PENALITES	12
7.1. PENALITES POUR DEFAT D'ENTRETIEN	12
7.2. PENALITES POUR RETARD D'INTERVENTION	12
7.3. PENALITES POUR MAUVAIS FONCTIONNEMENT	13
7.4. PENALITES POUR ABSENCE OU RETARD DE VISITE DE MAINTENANCE	14
7.5. PENALITES POUR FAUTE GRAVE	14
7.6. PENALITE POUR RETARD DE REMISE DE DOCUMENTS	14
7.7. PENALITE POUR RETARD A LA PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS	14
7.8. TRAVAIL DISSIMULE	15
ARTICLE 8 – DEVELOPPEMENT DURABLE	15
ARTICLE 9 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES ET MODIFICATIVES	15
ARTICLE 10 – SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES	15
ARTICLE 11 – CONDITION D'EXECUTION DES PRESTATIONS	16
11.1. DISPOSITIONS GENERALES	16
11.2. LIEUX D'EXECUTION	16
11.3. PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS	16
11.4. ACCES AU BATIMENT	17
11.5. VISITE DE MAINTENANCE	17
11.6. INFORMATION DES USAGERS	17
11.7. TENUE DU PERSONNEL	17
ARTICLE 12 – VERIFICATIONS ET ADMISSION	18
12.1. OPERATIONS DE VERIFICATION	18
12.2. ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET	18
ARTICLE 13 – GARANTIE	18
ARTICLE 14 – PROTECTION DES PERSONNES PHYSIQUES A L'EGARD DU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ET A LA LIBRE CIRCULATION DE CES DONNEES (DIT « REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES »)	18
14.1. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	18

14.2.	DESCRIPTION DU TRAITEMENT(S) DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	19
14.3.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS-A-VIS DE L'ACHETEUR	19
14.4.	OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR VIS-A-VIS DU TITULAIRE	20
14.5.	ASSISTANCE DU TITULAIRE DANS LE CADRE DU RESPECT PAR L'ACHETEUR DE SES OBLIGATIONS	20
14.6.	SECURITE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	21
14.7.	DROIT D'INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES	21
14.8.	EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES	21
14.9.	NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	21
14.10.	SOUS-TRAITANCE	21
14.11.	DONNEES A CARACTERE PERSONNEL EN FIN DE MARCHE	22
14.12.	DOCUMENTATION ET AUDIT	22
14.13.	MANQUEMENT DU TITULAIRE	22
ARTICLE 15 – ASSURANCES		22
ARTICLE 16 – CLAUSE DE REVERSIBILITE		23
ARTICLE 17 – RESILIATION		23
ARTICLE 18 – DIFFERENDS ET LITIGES		23
ARTICLE 19 - LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG		24

ARTICLE 1ER - DISPOSITIONS GENERALES - CHAMP D'APPLICATION

1.1. Parties contractantes

Les parties contractantes sont d'une part,

Urssaf Midi-Pyrénées
166 Rue Pierre-et-Marie Curie
Labège
31061 TOULOUSE cedex 9

Représentée par son directeur Monsieur Jean DOKHELAR, Directeur Régional de l'Urssaf Midi-Pyrénées

Et d'autre part, l'entreprise titulaire du marché désignée par l'expression « *le titulaire* ».

1.2. Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent un marché de maintenance, dépannages et réparations des ascenseurs de 6 sites de l'URSSAF Midi-Pyrénées (Foix, Toulouse, Rodez, Tarbes, Albi et Montauban).

Le présent C.C.A.P. a pour objet de fixer le cadre, la nature des prestations que le titulaire s'engage à fournir, leurs prix, leurs conditions de commande, de livraison, d'admission et de paiement et, d'une façon plus générale, l'ensemble des modalités afférentes à l'exécution des prestations ainsi définies.

Lieu d'exécution :

SITE	ADRESSE
FOIX	4 rue Victor Hugo - 09000 FOIX
RODEZ	9 avenue de Bourran - 12000 RODEZ
TOULOUSE Siège social et Annexe	166 et 127 rue Pierre et Marie Curie - 31670 LABEGE
TARBES	15 rue Latil – 65000 TARBES
ALBI	2 rue Gustave Eiffel - 81990 PUYGOUZON
MONTAUBAN	300 avenue du Danemark - Zone Albasud - 82000 MONTAUBAN
CAHORS	230 rue Hautesserre - 46000 CAHORS
AUCH	11. rue de Châteaudun - 32000 AUCH

1.3. Forme du marché - Exécution du marché

La présente consultation est un marché de services passé en application des dispositions :

- De la procédure d'adaptée en application des articles R 2123-1, R 2123-4 à R 2123-6 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au Code de la commande publique.
- De l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale pris en application de l'article L.124-4 du Code de la sécurité sociale.

Le marché est un accord-cadre selon l'article L 2125-1 du Code de la commande publique.

Il est passé à bons de commande sans minimum et avec maximum selon les articles R 2162-1 à R 2162-6 et R 2162-13 à R 2162-14 du décret n° 2018-1075 relatif au Code de la commande publique.

Les bons de commandes seront signés et notifiés par le représentant de l'acheteur au fur et à mesure des besoins.

Chaque bon de commande précisera :

- Le nom et la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature des produits ou matériel ;
- Les délais d'exécution ;
- Les lieux d'exécution ;
- Le montant TTC et HT du bon de commande ;

Il est à noter que le C.D.P.G.F. est un bon de commande annuel, alors que le B.P.U fera l'objet de bons de commandes spécifiques au fil de l'eau.

1.4. La Maîtrise d'œuvre

La Maîtrise d'œuvre est assurée par :

ALTEM CONSEIL
104 Avenue Jean Rieux
31500 TOULOUSE

La mission du maître d'œuvre est une mission de base.

1.5. Clauses de non-exhaustivité

Le titulaire n'a pas l'exclusivité des commandes de l'Urssaf Midi-Pyrénées, dans les cas suivants :

- Prestations à commander auprès d'un fournisseur désigné par l'Agence Centrale des Organismes de Sécurité sociale.
- Prestations destinées à une opération fonctionnellement indépendante faisant l'objet d'un marché séparé auquel il peut, au demeurant, concourir soit seul soit dans le cadre d'un groupement soit à titre de sous-traitant.

1.6. Décomposition en tranches et lots

Conformément à la nature de ce marché, passé selon une procédure adaptée, aux articles L2113-11 et R2113-2 du Code de la commande publique, ce marché est alloté de la manière suivante :

- **Lot N° 1** – Toulouse – Tarbes : 5 ascenseurs
- **Lot N°2** - Albi – Foix – Rodez – Montauban : 4 ascenseurs

1.7. Forme des notifications et informations

La notification au titulaire des décisions, observations, informations de l'acheteur qui font courir un délai, est faite :

- Soit par le biais du profil d'acheteur
- Soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;

- Soit par échanges dématérialisés
- Soit par tout autre moyen permettant d'attester de manière certaine la date de réception de la décision ou de l'information.

Cette notification peut être faite à l'adresse du titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement ou, à défaut, à son siège social. A ce titre le titulaire doit préciser l'établissement qui exécutera la prestation et adresse, téléphone, et adresse mail.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

1.8. Représentation de l'acheteur

Par défaut, le correspondant de l'Urssaf Midi-Pyrénées est son Directeur.

A la mise en œuvre du marché, les correspondants de l'Urssaf Midi-Pyrénées sont **Carole FONSEGRIVES** ainsi que, pour les commandes et le suivi quotidien des actions, les personnes listées ci-après :

- **Gunther MARQUES** au 05 62 25 47 80 – gunther.marques@urssaf.fr
- **Violaine SPITERI** au 05 62 25 31 48 - violaine.spiteri@urssaf.fr
- **Rémi BOUTINAYER** au 05 62 25 47 42 - remi.boutinayer@urssaf.fr

Seul le Directeur peut modifier cette liste par suppression, adjonction ou substitution.

1.9. Représentation du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

Et de façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

1.10. Audits et expertises

L'Urssaf Midi-Pyrénées peut faire procéder à ses frais à tout audit ou expertise non invasive qu'il estime utile. Le Titulaire est tenu de répondre aux questions de l'auditeur ou de l'expert sans pouvoir exiger un complément de rémunération pour le temps qu'il consacre à ces entretiens.

En outre l'Urssaf Midi-Pyrénées se réserve la possibilité de confier à une société spécialisée une mission d'assistance et de conseil pour le suivi de ce marché. Cette société est chargée d'assurer le contrôle de la qualité des prestations et la recherche de l'amélioration des méthodes de travail en relation avec le titulaire.

L'objet de l'audit est de contrôler la bonne exécution des obligations à la charge du titulaire

En cas de non-respect de ses obligations, le titulaire s'expose à des pénalités prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels chaque membre du groupement ou la personne affectée peut prétendre.

L'acheteur pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de constatations de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées dans l'article 13.1 du présent C.C.A.P.

1.11. Groupement d'opérateurs économiques et sous-traitance

Les règles relatives aux groupements d'opérateurs économiques et sous-traitance sont fixées par les articles R 2142-19 à R 2142-24, R 2142-26 à R 2142-27 et R 2151-7, R 2191-32 à R 2191-35, R 2191-46 à R 2191-53 et R 2191-58 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au Code de la commande publique.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant énumère en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire.

Le titulaire du marché, qui veut sous-traiter une partie des prestations, demande à l'acheteur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement selon les modalités définies aux articles R2193-1 à R 2193-9, R 2193-10, R 2193-17 à R2193-21 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 et de l'article 3.6 de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services ci-après dénommé CCAG Fournitures et Services.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes ; en cas de contradiction entre elles, elles prévalent les unes contre les autres de façon décroissante en fonction de leur ordre d'énumération.

Pièces Particulières

Pièce n°1 : l'Acte d'Engagement (A.E.) – **(1 par lot)** et ses éventuelles annexes financières dont :

Pièce N°2 : le Cadre de Décomposition des Prix Globaux et Forfaitaires (C.D.P.G.F.) – **1 par lot**

Pièce N°3 : le Bordereau de Prix Unitaire (B.P.U.)

Pièce N°4 : la fiche d'informations et de renseignements sur l'entreprise

Pièce n°5 : le présent Cahiers des Clauses Administratives particulières (C.C.A.P.)

Pièce n°6 : le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

Pièce n°7 : le Cadre de Réponses Techniques (C.R.T.)

Pièces Générales

Pièce n°8 : l'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés des organismes de Sécurité sociale du régime général.

Pièce n°9 : l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG de fournitures et services).

Pièce n°10 : les règlements, décrets, arrêtés, normes et recommandations européens et français, et toutes autres normes reconnues équivalentes concernant l'objet du présent marché.

La présente liste des textes de référence n'est pas exhaustive, le titulaire, de par sa qualité de professionnel est seul responsable de l'application de la réglementation en vigueur et de celle qui deviendrait applicable cours du présent marché.

Les stipulations des documents contractuels du marché expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le titulaire lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique, sans l'accord exprès du coordonnateur du groupement.

ARTICLE 3 - CONFIDENTIALITE — MESURES DE SECURITE

Le titulaire ou les collaborateurs du titulaire qui ont à se déplacer sur le site de l'Urssaf Midi-Pyrénées sont soumis aux mêmes obligations que le personnel. Ils sont notamment tenus au respect d'une charte de sécurité. Si un préposé du titulaire refuse de respecter cette charte de sécurité, il incombe au Titulaire de le remplacer par un autre salarié de même compétence et expérience qui accepte ces obligations.

Si le titulaire refuse d'appliquer cette charte de sécurité, le marché est immédiatement résilié à ses torts exclusifs.

Conformément à l'article 226-13 du Code pénal relatif au secret professionnel, le titulaire ne peut rien révéler des informations qu'il viendrait à connaître du fait de son activité dans les locaux de l'Urssaf Midi-Pyrénées.

En cas de violation du secret professionnel, le contrat serait immédiatement résilié aux torts exclusifs du titulaire.

D'une façon plus générale, chacun des signataires s'engage à observer la plus grande discrétion sur toute information en provenance de l'autre partie, quelle qu'en soit la nature et ce, tant à l'égard des tiers qu'à l'égard des membres de son personnel et de ses sous-traitants éventuels non appelés à en avoir connaissance.

ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE, D'EXECUTION OU DE LIVRAISON

4.1. Durée du marché

Le marché est conclu pour une période ferme de 4 ans (48 mois), à compte 1^{er} janvier 2026 jusqu'au 31 décembre 2029 inclus.

L'Urssaf Midi-Pyrénées se réserve la possibilité de conclure un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, dans les conditions de l'article R 2122-7 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au Code de la commande publique.

Aucun bon de commande ne pourra être émis après l'échéance de l'accord-cadre.

4.2. Période probatoire ou d'essai

Le marché comporte une période d'essai d'une année à compter de sa date de prise d'effet, à l'issue de laquelle le maître d'ouvrage pourra résilier le marché sans indemnité, à condition d'avertir le titulaire au plus tard trois mois avant la date d'échéance de la première année du contrat, par lettre recommandée avec accusé de réception.

4.3. Délai d'exécution et de livraison

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens humains et techniques indispensables à la réalisation de l'ensemble des prestations du marché.

Les délais d'exécution ou de livraison des fournitures sont, tels que le prévoit l'article 13 du C.C.A.G. Fournitures et Services, fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations de l'article 1.2 du présent C.C.A.P. et de l'article 4 de l'Acte d'Engagement.

L'ensemble des prestations du contrat doit être réalisé dans le cadre des visites d'entretien et/ou de dépannage.

La fourniture et la mise en place des pièces nécessaires au dépannage et la remise en fonction de l'installation devront avoir lieu dans les **4 heures** suivant l'arrivée du technicien sur site.

En cas de remplacement nécessaire de pièces n'affectant pas la sécurité et ne provoquant pas l'arrêt de l'installation, le délai d'intervention et de remplacement des éléments devra respecter les délais indiqués au tableau annexe 3 de l'AE « bordereau de prix unitaire » renseigné par le titulaire du présent marché.

A défaut de renseignement sur l'annexe 3 de l'AE « bordereau de prix unitaire » le délai de fourniture sera considéré comme immédiat.

4.4. Prolongation des délais

Une prolongation des délais peut être accordée sur décision de l'acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG Fournitures et Services.

ARTICLE 5 - PRIX DES PRESTATIONS

5.1. Caractéristiques des prix

Les prestations seront rémunérées par application de prix unitaires aux quantités réellement exécutés selon le tableau nommé Bordereau des Prix Unitaires, et par application de prix forfaitaires selon le tableau du Cadre de Décomposition des Prix Globaux et Forfaitaires, conformément aux stipulations de l'article 1.3 du présent CCAP.

En vertu des articles 10.1.1 et 10.1.2 du CCAG Fournitures et services, les prix sont réputés fermes et révisables à la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre. Cette date correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire.

5.2. Offres promotionnelles

Sans objet.

5.3. Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés être établis à la date de la remise de l'offre par le titulaire. Ce mois est appelé mois « zéro ». Les prix sont révisés annuellement à la date d'anniversaire du contrat (soit le 1^{er} janvier) par application d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$P = P_o \times \left[0.25 + 0.25 \times \left(\frac{BT48}{BT48_o} \right) + 0.50 \times \left(\frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_o} \right) \right]$$

Dans laquelle :

- P** : Nouveau prix de règlement des prestations hors T.V.A., après révision pour l'année n ;
P_o : Prix des prestations, fournies, valeur **juin 2025**.
BT 48 = Indice « Ascenseur » BT48 paru au journal officiel valeur **juin n-1**.
BT 48_o = Indice BT48, valeur **juin 2025**.
ICHT-IME = Indice du coût horaire du travail révisé pour les salariés des industries mécaniques et électriques valeur **juin n-1**.
ICHT-IME_o = Indice du coût horaire du travail révisé pour les salariés des industries mécaniques et électriques valeur **juillet 2025**.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La variation ressortant de ce calcul s'applique à la hausse et à la baisse.

En cas de suppression ou substitution de l'indice, il est pris en compte tout indice analogue ou substitué.

5.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des prix sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des factures.

5.5. Clause de sauvegarde

Si l'augmentation annuelle atteint ou dépasse 2 %, une négociation aura lieu entre les deux parties.

Si cette négociation n'aboutit pas, le Maître d'Ouvrage pourra résilier le marché sans indemnité, aux termes de l'exercice en cours.

ARTICLE 6 – PRECISION SUR LES MODALITES DE REGLEMENT

6.1. Garantie financière

Aucune garantie financière ne sera appliquée.

6.2. Avance

Conformément aux articles R 2191-7 et R 2191-9 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au Code de la commande publique, Le versement de l'avance est soumis à la constitution d'une garantie à première demande portant sur l'intégralité du remboursement de l'avance.

Le remboursement de l'avance se fera selon les dispositions des articles R 2191-11 à R 2191-12, R 2191-14 à R 2191-15 et R 2191-19 dudit décret.

L'option retenue pour ce marché est l'option B conformément à l'article 11 du CCAG Fournitures et Services.

Le montant de l'avance est fixé est de 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

6.3. Contenu de la demande de paiement

Une facture trimestrielle sera établie par site, détaillant par ascenseurs et par nature de prestation (PC, PM et abonnement GSM). A cette facture sera joint un relevé récapitulant toutes les factures.

Les règlements sont effectués sur présentation de factures en un original.

Les retenues dont le titulaire est redevable sont déduites, par compensation, de la facturation la plus proche.

La demande de paiement doit comporter outre les mentions légales les indications suivantes :

- La raison sociale du titulaire
- La référence du marché
- La référence des bons de commande et des bons d'exécution
- Les dates (ou périodes) d'exécution des prestations
- La désignation et référence de chaque service effectué
- Le taux et le montant de la TVA
- La date de facturation

Les factures dématérialisées sont déposées sur le portail Chorus Pro Urssaf Midi-Pyrénées - SIRET 535 146 500 00017.

<https://www.chorus-pro.gouv.fr/>

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. L'Urssaf Midi-Pyrénées pourra rejeter une facture qui ne serait pas transmise par ce portail.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus Pro.

En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique :

- * le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

En cas de sous-traitance,

- * la nature des prestations exécutées par le sous-traitant,
- * leur montant total hors taxes, leur montant TTC

Le cas échéant, les pénalités et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les autres dispositions relatives aux groupements d'opérateurs économiques s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G. Fournitures et Services.

En cas de litige sur une facture, son paiement peut être suspendu en totalité jusqu'à la solution du litige.

6.4. Mode de règlement

Les sommes dues au titulaire seront réglées par virement bancaire dans un délai maximum de paiement de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

ARTICLE 7 - PENALITES

7.1. Pénalités pour défaut d'entretien

Il pourra être appliqué une pénalité **100 €**, par anomalie constatée et par installation.

Les mêmes défauts observés dans un délai de trois mois après la première anomalie seront sanctionnés par une nouvelle pénalité égale **au double** du montant de la précédente.

Chaque pénalité doublera ainsi la pénalité précédente à chaque récidive.

Les défauts seront constatés contradictoirement et le **Titulaire** du marché devra être soit présent soit représenté par un responsable technique, en date et heure choisie par le représentant du **Maître d'Ouvrage**.

Ces pénalités seront notamment appliquées en cas de :

- ⇒ Détecteur de patinage ne remplissant plus son office.
- ⇒ Manque d'huile dans le treuil, ou défaut de lubrification des arbres ou axes divers.
- ⇒ Plus d'un toron coupé sur l'ensemble des câbles de suspension.
- ⇒ Plus de deux ferme-portes ne fonctionnant plus correctement (claquement des portes à partir d'une ouverture de 30 degrés).
- ⇒ Capot ou cache d'un organe non remis à sa place (organe dynamique ou de sécurité notamment).
- ⇒ Câbles de suspension trop longs : contrepoids touchant les amortisseurs ou amortisseurs retirés sous le contrepoids.
- ⇒ Dans le cas d'un encombrement important du local machinerie par des éléments de l'ascensoriste inutile au fonctionnement de l'installation.
- ⇒ Par réserve à la charge du prestataire au titre du contrat de maintenance indiqué sur un rapport et non traité par le titulaire dans les délais impartis par le maître d'ouvrage ou son représentant.

7.2. Pénalités pour retard d'intervention

7.2.1. Pénalité pour retard d'intervention de dépannage et de dysfonctionnement

En cas de non-respect du délai d'intervention prévu à l'article **2.2.3.1 du CCTP** : « **Intervention en cas d'Urgence (1 heure)** », il pourra être appliqué une pénalité de **150 €** par appareil concerné.

Cette pénalité se décompte par tranche d'une heure.

En cas d'intervention plus diligente de personnes étrangères (pompiers par exemple) le **Titulaire** du marché devra laisser une trace de son passage sur le carnet d'entretien ou auprès du représentant du **Maître d'Ouvrage** (par courriel ou fax), précisant son heure d'arrivée sur le site.

Toutes les dégradations éventuellement causées par un tiers en cas d'intervention rendue indispensable par la mise en cause de la sécurité des personnes après le délai stipulé à l'article au **CCTP** devront être réparées par le prestataire, à ses frais.

En cas de non-respect du délai d'intervention prévu à l'article **2.2.3.2 du CCTP** « **intervention pour dépannage (2 heures) et remise en service sous 4 heures maximum** » il pourra être appliqué une pénalité de **100 €** par appareil concerné.

Cette pénalité se décompte par tranche de deux heures.

En cas de non-respect du délai d'intervention prévu à l'article **2.2.3.3 a) du CCTP « intervention pour mauvais fonctionnement risquant l'immobilisation de l'installation 2 heures) et remise en service en fonction normal sous 4 heures maximum »** il pourra être appliqué une pénalité de **50 €** par appareil concerné.

Cette pénalité se décompte par tranche de deux heures.

En cas de non-respect du délai d'intervention prévu à l'article **2.2.3.3 b) du CCTP « intervention pour mauvais fonctionnement n'entraînant pas l'immobilisation de l'installation (demi-journée) et remise en service en fonction normal sous 24 heures maximum »** il pourra être appliqué une pénalité de **50 €** par appareil concerné.

Cette pénalité se décompte par tranche de demi-journée de retard.

NOTA : Les pénalités sur les délais de remise en service ou en fonctionnement normale ne sont pas applicables, sur les actes de vandalismes, malveillances ou causes extérieures (selon les détériorations).

7.2.2. Pénalité pour retard de remise de devis et réparation

En cas de non-respect du délai de transmission du devis de réparation prévu à l'article 5 du CCTP : « TRAVAUX HORS CONTRAT DE MAINTENANCE » transmission du devis sous 24 à 48 heures maximum », il pourra être appliqué une pénalité de **100 €** par appareil concerné.

En cas de non-respect du délai de fourniture du matériel et de réparation, une pénalité de **100 €** par jour ouvrable pourra être appliquée au-delà du délai révolu de fourniture et mise en œuvre du matériel selon les délais indiqués au BPU (délai de fourniture et délai de mise en œuvre) ou indiqués sur le devis pour les éléments hors BPU et ce à daté de la réception du devis validé par le responsable de l'Urssaf Midi-Pyrénées.

Cette pénalité se décompte par tranche de 24 heures de retard, suivant le constat de réparation pour l'émission du devis ou la réception du devis validé par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux.

7.2.3. Pénalité pour non-respect du délai de réalisation des travaux suite à bon de commande

En cas de non-respect du délai de réalisation des travaux défini au bon de commande, il pourra être appliqué une pénalité de **100 €** par jour de retard et par bon de commande.

7.3. Pénalités pour mauvais fonctionnement

Des pénalités pour mauvais fonctionnement pourront être appliquées selon les modalités ci-dessous.

Le nombre constaté de pannes relevées pour une installation donnée sera au maximum de **cinq pour une année**.

Si le nombre contractuel ci-dessus est dépassé, les pénalités seront calculées de la façon suivante :

- ⇒ **100 €** pour **6** pannes,
- ⇒ **100 €** pour **7** pannes (cumulable avec la pénalité précédente),
- ⇒ **50 €** par panne supplémentaire à partir de la **8^{ème}** panne et cumulable avec les pénalités précédentes.

Le terme de panne se comprend comme défaillance technique ayant provoqué l'arrêt de l'installation.

7.4. Pénalités pour absence ou retard de visite de maintenance

Des pénalités pour absence ou retard de visite de maintenance pourront être appliquées selon les modalités ci-dessous.
Absence de réalisation ou de consignation sur le carnet de maintenance physique ou dématérialisé d'une visite de maintenance toutes les six semaines (soit 9 visites annuelles).

Il pourra être appliqué une pénalité **100 €**, par visite ou consignation de visite manquante constatée par installation.
Il pourra être appliqué une pénalité **100 €**, pour tout retard de plus de 5 jours entre deux visites de maintenance par installation (prévu tous les 42 jours maximums pour les ascenseurs et 92 jours maximum pour les EPMR).
Cette pénalité se décompte par tranche de 5 jours révolu.

NOTA : Ces pénalités prévues aux Articles **7.1, 7.2, 7.3 et 7.4** sont imputables sur le montant du dernier trimestre du Marché et sont cumulatives.

L'ensemble des pénalités indiqué article 7.1, 7.2, 7.3 et 7.4 ne pourra toutefois pas excéder 50 %, (cinquante pour cent) du prix de base annuel H.T. (PMR + PCNR) du contrat d'entretien (éventuellement révisé) de l'appareil considéré.

7.5. Pénalités pour faute grave

En dehors des poursuites judiciaires et/ou de la résiliation sans préavis du marché aux torts exclusifs du **Titulaire**, il sera appliqué une pénalité équivalente à **50%** prix annuel H.T. du contrat d'entretien global, éventuellement révisé, si le **Titulaire** commet une faute grave, volontaire ou non, telle que :

- ⇒ Fausser ou paralyser le fonctionnement d'organes de sécurité essentiels, tels que serrures de portes, parachute,
- ⇒ Système d'anti-patinage hors service dans le cas de non-fonctionnement de fin de course de sécurité,
- ⇒ Fusibles shuntés par un élément non conforme à l'usage ou pour lequel il n'est pas donné de caractéristiques par un fournisseur,
- ⇒ Plus de 3 Visites d'entretien non effectuées ou non notées sur le carnet prévu à cet effet.

Les défauts seront constatés contradictoirement et le **Titulaire** du marché devra être soit présent soit représenté par un responsable technique, en date et heure choisie par le représentant du **Maître d'Ouvrage**.

7.6. Pénalité pour retard de remise de documents

Une pénalité égale à **200 €** par lot pourra être appliquée pour tout retard ou non remise de l'ensemble des documents ou éléments exigés à l'article **2.4** et **2.5** du présent CCTP (état des lieux, mise à disposition des éléments dématérialisés, information par courriel, information en début d'année, information mensuelle, information semestrielle, rapport annuel, mise à jour des données, informations aux usagers, études de sécurité).

Cette pénalité se décompte par jour calendaire et est non plafonné.

7.7. Pénalité pour retard à la prise en charge des installations

Une pénalité de **50 €** par installation concernée pourra être appliquée pour tout retard aux remise de documents ou interventions indiquées à l'article **2.6.1, 2.6.2, 3.2.3 et 3.2.28 du CCTP** (étiquette autocollante indiquant le nom du prestataire en charge de la maintenance et son numéro de téléphone, sur la reprogrammation éventuelle des phonies cabine, sur le remplacement de la carte SIM).

Cette pénalité se décompte par jour calendaire et est non plafonné.

7.8. Travail dissimulé

Dans le cas où le titulaire du marché, ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, relatives au travail dissimulé. L'acheteur pourra lui appliquer des pénalités fixées à 10 % du montant du marché, si, à l'issue de la mise en demeure le titulaire n'apporte pas la preuve, dans un délai de quinze jours, qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

ARTICLE 8 – DEVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet.

ARTICLE 9 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES ET MODIFICATIVES

L'acheteur peut prescrire par ordre de service, après consultation du titulaire, des prestations supplémentaires ou modificatives. Conformément à l'article 23 du C.C.A.G. FCS, qui fixe les conditions d'application de ces prestations, ces modifications ne doivent pas avoir pour effet de changer l'objet du marché ou de modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée lors de la mise en concurrence.

Dans le cas où le marché ne prévoit pas de prix pour ces prestations supplémentaires ou modificatives, des prix provisoires sont retenus par l'acheteur, après consultation du titulaire, pour le règlement de ces prestations. Ces prix deviennent définitifs à l'issue d'un délai de 30 jours suivant l'ordre de service qui les a notifiés, si aucune observation, accompagnée de toutes les justifications utiles, n'a été présentée par le titulaire pendant ce délai. Dans le cas où un désaccord surviendrait, l'acheteur règle de manière provisoire les sommes qu'il admet.

ARTICLE 10 – SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Le présent article s'applique tel qu'il est mentionné dans l'article 24 du C.C.A.G. FCS.

ARTICLE 11 – CONDITION D'EXECUTION DES PRESTATIONS

11.1. Dispositions générales

Les prestations décrites dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) sont conformes aux documents ci-dessous :

- Les articles R134-6 à R134-10 du Code de la construction et de l'habitation, tel que modifié par le Décret n°2021-872 du 30 juin 2021.
- L'arrêté du 18 novembre 2004 relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs.
- L'arrêté du 29 décembre 2010 relatif aux vérifications générales périodiques sur les ascenseurs, monte-charges et élévateurs de personnes n'excédant pas une vitesse de 0,15 m/s, installés à demeure,
- Les prestations complémentaires indiquées au C.C.T.P.

Ces prestations d'entretien comportent des clauses minimales prévues par la réglementation ci-dessus, complétées de clauses complémentaires qui sont décrites dans le CCTP et le présent CCAP.

Ces prestations font l'objet d'une facturation dont le montant est scindé en deux parties pour être conformes à l'article 23 de la loi N°89-462 du 6 juillet 1989.

11.2. Lieux d'exécution

Les prestations s'effectueront sur les sites suivants :

- **Site de Foix** – 4 rue Victor Hugo – BP 60 – 09008 FOIX CEDEX
- **Site de Rodez** (Aveyron) – Avenue de Bourran – 12031 RODEZ CEDEX 9
- **Site de Toulouse** – 166 rue Pierre et Marie Curie - LABEGE – 31061 TOULOUSE CEDEX 9
- **Site d'Albi** – 2 rue Gustave Eiffel – PUYGOUZON – 81021 ALBI CEDEX 9
- **Site de Tarbes** – 15 rue Latil – BP 1025 – 65010 TARBES CEDEX
- **Site de Montauban** – 30 avenue du Danemark – 82267 MONTAUBAN CEDEX

11.3. Prise en charge des installations

Les installations sont prises en charge par le titulaire attributaire du marché à la date de prise d'effet indiquée dans l'article 4 de l'Acte d'engagement de chacun des lots.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des documents du marché. Il est donc censé avoir remis toutes les réserves lors de la remise des offres.

Il se doit de prendre en charge les installations telles qu'elles sont et se déclare être parfaitement informé de la constitution des bâtiments et de la consistance des installations dont il doit assurer l'entretien.

Il ne pourra sous aucun prétexte, pour oubli ou autres raisons, réclamer un supplément financier.

De plus, dans le cas où une autre entreprise que celle du titulaire effectuerait des travaux de rénovation des installations, le titulaire s'engage à assister à la réception des travaux et de notifier ses observations ou réserves éventuelles à l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 5 jours après la visite de réception.

11.4. Accès au bâtiment

Pour l'accès aux bâtiments pendant la durée du marché, le titulaire devra informer au préalable le correspondant de l'acheteur du site concerné de sa venue, pendant les heures d'ouverture du site.

En dehors des horaires ci-avant, le Titulaire devra appeler le PC de télésurveillance du site concerné, les coordonnées lui seront transmises à la notification du marché.

Si le titulaire souhaite installer un dispositif particulier (tubes scellés dans le mur par exemple) il doit auparavant demander l'accord de l'acheteur. Néanmoins, il est précisé que tous les travaux comme définis ci-dessus, restent à la charge du titulaire et ne sont en aucun cas payés par l'acheteur.

11.5. Visite de maintenance

Les visites de maintenance préventive devront avoir lieu pendant les jours ouvrés et aux heures ouvrées du titulaire soit durant les heures d'ouverture au public de l'établissement.

La date de la visite, ainsi que les noms et signature du technicien sont portés sur le carnet de maintenance laissé à demeure dans le local des machines selon l'article **7.6** du présent C.C.A.P.

Les conditions de maintenance sont définies au C.C.T.P.

11.6. Information des usagers

11.6.1 Maintenance périodique

L'acheteur fournit au titulaire les noms et coordonnées de ses représentants sur chaque site.

Dès son arrivée sur site et avant chaque visite de maintenance, dépannage ou réalisation de travaux, le représentant du titulaire prend contact avec le représentant de l'acheteur pour tout échange d'informations utiles au bon déroulement des opérations précitées.

Le titulaire appose, une affichette sur l'ensemble des portes palières de l'appareil afin de prévenir les usagers.

Ces obligations ont pour objectif de prévenir les usagers de l'exécution de l'immobilisation de l'ascenseur.

A la fin de son intervention, le représentant du titulaire informe le représentant de l'acheteur de son départ du site.

11.6.2 Dépannage

Le titulaire avertit le représentant de l'acheteur dès son arrivée qu'il va procéder au dépannage de l'installation et apposera, une affichette sur l'ensemble des portes palières de l'ascenseur afin de prévenir les usagers.

A la fin de son intervention, le représentant du titulaire informe le représentant de l'acheteur de son départ du site.

Toute immobilisation prolongée doit se faire porte palière fermée même si la cabine est stationnée au niveau.

Lors des opérations de réparations de longue durée prévisible dans le cadre des prestations complémentaires, un affichage préparé par le titulaire, informe, 4 jours avant les travaux, les usagers du contenu des travaux, des dates de début et de fin de travaux et surtout des heures d'immobilisation de l'installation. Le titulaire doit contacter préalablement l'acheteur pour obtenir son accord sur ces dates d'interventions programmées.

11.7. Tenue du Personnel

Les techniciens intervenant sur les sites devront être vêtus d'une tenue reconnaissable permettant une identification immédiate et/ou d'un badge personnalisé avec le sigle ou le nom de la société.

ARTICLE 12 – VERIFICATIONS ET ADMISSION

12.1. Opérations de vérification

Les vérifications qualitatives et quantitatives simples sont effectuées par un représentant de l'Urssaf Midi-Pyrénées au moment de la livraison (examen sommaire) conformément aux articles 22, 23 et 24 du C.C.A.G. Fournitures et Services.

A l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du C.C.A.G. Fournitures et Services.

12.2. Admission, ajournement, réfaction et rejet

L'admission, l'ajournement, la réfaction et le rejet seront prononcés par le représentant de l'acheteur dans les conditions prévues à l'article 30 du C.C.A.G. Fournitures et Services.

En complément des dispositions de l'article 30 du C.C.A.G. Fournitures et Services, il est précisé que si l'acheteur constate que la qualité des fournitures n'est pas conforme, il notifie au titulaire sa décision de réfaction par lettre recommandée avec accusé de réception, accompagné des motifs de sa décision et du pourcentage de réfaction appliqué.

Le titulaire dispose de 15 jours pour à compter de la réception de ce courrier pour faire connaître ses observations. La responsabilité du titulaire sera déchargée si l'acheteur accepte les observations.

ARTICLE 13 – GARANTIE

Le titulaire s'engage à fournir des fournitures conformes aux commandes et à assurer une garantie de fournitures conformes aux fiches techniques.

Toute nouvelle référence venant en remplacement des produits proposés au bordereau des prix unitaires ou tout changement de qualité devra être soumis à l'approbation de l'acheteur avant la livraison de celui-ci.

Le titulaire devra un matériel dont les caractéristiques techniques sont équivalentes et au prix indiqué dans le bordereau des prix unitaires.

Le titulaire devra intervenir dans le cadre de la garantie technique dans un délai de 2 jours.

ARTICLE 14 – PROTECTION DES PERSONNES PHYSIQUES A L'EGARD DU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ET A LA LIBRE CIRCULATION DE CES DONNEES (DIT « REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES »)

14.1. Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre du présent Marché, le Titulaire est amené à traiter des données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur. A ce titre, les Parties déclarent que le Titulaire agit en tant que sous-traitant au sens de l'article 4-8) du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données applicable à compter du 25 mai 2018 et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), ci-après le « Règlement » ou « RGPD ». De son côté, l'acheteur agit en tant que responsable de traitement au sens de l'article 4-7) dudit Règlement.

14.2. Description du traitement(s) des données à caractère personnel

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : la maintenance des installations d'ascenseur de 6 sites de l'Urssaf Midi-Pyrénées.

La nature des opérations réalisées sur les données est l'envoi de mail.

La ou les finalité(s) du traitement sont : la maintenance des installations d'ascenseur de 6 sites de l'Urssaf Midi-Pyrénées.

Les catégories de données à caractère personnel traitées sont les adresses mail des destinataires.

Les catégories de personnes concernées sont les correspondants en charge de la maintenance des installations d'ascenseur de 6 sites de l'Urssaf Midi-Pyrénées.

La durée de conservation des données est la suivante : la durée du marché.

14.3. Obligations du Titulaire vis-à-vis de l'acheteur

Dans le cadre du présent Marché, le Titulaire s'engage à traiter les données uniquement pour la ou les finalités des traitements mentionnées à l'article précédent et qui lui sont sous-traitées. A ce titre, il s'abstient de tout usage de ces données à son profit ou au profit de tiers, y compris à des fins commerciales.

En outre, le Titulaire s'engage à ne traiter les données à caractère personnel que sur la base et conformément aux instructions documentées de l'acheteur.

Dans l'hypothèse où le RGPD, le droit européen ou le droit français viendrait en contradiction avec les instructions de l'acheteur ou ne permettrait pas au Titulaire de traiter les données à caractère personnel conformément auxdites instructions, le Titulaire devra en informer l'acheteur sans délai, et avant de procéder à tout traitement. Dans un tel cas, le Titulaire s'engage à rencontrer l'acheteur aux fins de trouver la solution la plus adaptée au regard du Marché et des droits et libertés de la personne concernée.

Dans l'hypothèse où les données à caractère personnel doivent faire l'objet d'un transfert en dehors de l'Union européenne ou à une organisation internationale en vertu du droit européen ou du droit français, le Titulaire doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

En dehors de cette hypothèse, le Titulaire s'engage à garantir, en cas de transfert en dehors de l'Union Européenne, un niveau de protection des données à caractère personnel équivalent à celui établi par l'Union Européenne.

Conformément au chapitre V du RGPD, cette obligation de garantie sera jugée comme respectée dès lors que (conditions alternatives) :

- Le transfert a lieu vers un pays tiers ou une organisation internationale qui est visé(e) par une décision d'adéquation de la Commission Européenne au sens de l'article 45 du RGPD ;
- A été conclu avec l'acheteur préalablement à tout transfert de données un accord annexé au présent marché reprenant les clauses types de protection des données adoptées et/ou approuvées par la Commission Européenne.

En outre, le Titulaire se porte fort envers l'acheteur du respect, par ses collaborateurs autorisés à traiter les données à caractère personnel, de la plus stricte confidentialité concernant les données à caractère personnel traitées en exécution du présent Marché. L'ensemble de ces informations sont considérées comme des Informations Confidentielles au sens de

l'article « Confidentialité » et sont couvertes par les droits et obligations qui y sont stipulés. Le Titulaire garantit à l'acheteur qu'il a mis en place et maintient toutes les mesures nécessaires pour préserver et faire respecter par ses collaborateurs la confidentialité des données à caractère personnel.

Ainsi, le Titulaire ne doit rendre accessibles et consultables les données à caractère personnel qu'aux seuls collaborateurs du Titulaire dûment autorisés, en raison de leurs fonctions et qualités, pour traiter les données à caractère personnel dans la stricte limite de ce qui leur est nécessaire à l'accomplissement de leurs fonctions. Le Titulaire déclare avoir dûment formé le personnel concerné en matière de protection des données à caractère personnel. Le cas échéant, il s'engage à ne pas utiliser de données à caractère personnel pour les phases de développement et de test sauf cas exceptionnel dûment justifié auprès de l'acheteur et accepté formellement par cette dernière.

Le Titulaire s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, application et/ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Dès l'entrée en vigueur du Marché, le Titulaire doit communiquer à l'acheteur l'identité et les coordonnées de son délégué à la protection des données. En cas de changement, il s'engage à en informer le Titulaire dans les meilleurs délais et lui transmettre la nouvelle identité et les nouvelles coordonnées du délégué à la protection des données.

Enfin, le Titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectuées pour le compte de l'acheteur ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

14.4. Obligations de l'acheteur vis-à-vis du Titulaire

L'acheteur s'engage à, en sa qualité de responsable du traitement :

- Fournir au Titulaire les données visées à l'article « description du traitement(s) des données à caractère personnel »
- Documenter par écrit les instructions concernant le traitement des données par le Titulaire

14.5. Assistance du Titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le Titulaire s'engage à apporter toute l'assistance nécessaire dans le cas où l'acheteur mène, pendant la durée du Marché, une analyse d'impact relative à la protection des données à caractère personnel au sens de l'article 35 du Règlement.

Il apportera également assistance à l'acheteur pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

14.6. Sécurité des données à caractère personnel

Le Titulaire garantit à l'acheteur qu'il a mis en place et qu'il maintient en vigueur et à jour, pendant toute la durée du Marché, toutes les mesures de sécurité de nature technique et organisationnelle visant à assurer la sécurité des données à caractère personnel, de manière à les préserver de toute destruction, perte, altération, divulgation et accès non-autorisés, que ces actes soient d'origine accidentelle ou illicite.

En sus des mesures de sécurité en place antérieurement à l'entrée en vigueur du Marché, le Titulaire devra mettre en œuvre toutes les mesures demandées par l'acheteur, notamment :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Les Parties identifieront, pendant toute la durée du Marché, toute mise à jour ou modification nécessaire desdites mesures de sécurité notamment aux fins de répondre à toute nouvelle menace ou toute évolution de l'état de l'art ou de la réglementation.

14.7. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

14.8. Exercice des droits des personnes

Le Titulaire doit aider l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le Titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à Carole FONSEGRIVES – carole.fonsegrives@urssaf.fr

14.9. Notification des violations de données à caractère personnel

Le Titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de douze (12) heures après en avoir pris connaissance. Cette notification doit être faite au délégué à la protection des données et doit être accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente et aux personnes concernées selon la gravité de l'atteinte.

14.10. Sous-traitance

Toute opération de sous-traitance envisagée par le Titulaire doit être effectuée dans les conditions de l'article « Sous-traitance » du Marché.

En outre, dans cette hypothèse, le Titulaire s'engage à communiquer clairement les activités de traitement sous-traitées.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent article « *Protection des données à caractère personnel* ». Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD. Si le sous-traitant ne respecte pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

14.11. Données à caractère personnel en fin de Marché

Au terme du Marché, quelle qu'en soit la cause, le Titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

14.12. Documentation et audit

Le Titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'elle a mandaté, et contribuer à ces audits.

14.13. Manquement du Titulaire

En cas de non-respect par le Titulaire des obligations visées à l'article 12.3 du présent Marché, et indépendamment des sanctions pénales et administratives encourues, l'acheteur pourra décider de résilier le Marché aux torts exclusifs du Titulaire, sans mise en demeure préalable et sans ouvrir droit à indemnités, à quelque titre que ce soit.

ARTICLE 15– ASSURANCES

Le titulaire, en tant que responsable de la bonne exécution des prestations, déclare, dans les quinze jours suivant la notification du marché, avoir souscrit une assurance « *responsabilité civile professionnelle* », pour tous les dommages corporels, matériels ou immatériels causés à l'acheteur ou à des tiers.

Cette police d'assurance devra comporter une garantie suffisante pour être en mesure de couvrir tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution de la prestation, objet du marché. Elle devra également mentionner outre l'identité de la compagnie d'assurances, le numéro de la ou des polices, le montant et l'étendue des garanties.

Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou manquement de l'accord-cadre.

Par ailleurs, le titulaire devra justifier du paiement régulier des primes d'assurances pendant l'exécution du marché.

Il s'engage, sur toute demande faite par l'organisme par lettre recommandée avec avis de réception postal, ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

En cours d'exécution du marché, il s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché l'assurance nécessaire et à avertir immédiatement l'acheteur de toute difficulté qui pourrait survenir.

ARTICLE 16 – CLAUSE DE REVERSIBILITE

Sans objet.

ARTICLE 17 – RESILIATION

Le Marché pourra être résilié exceptionnellement et sans indemnité pour l'un des motifs suivants :

- Si le **Titulaire** a fait l'objet de pénalités répétées 12 mois glissants à compter de :
 - ⇒ La cinquième pénalité selon le paragraphe 7.1 sur un même ascenseur, (défaut d'entretien).
 - ⇒ La quatrième pénalité selon le paragraphe 7.2 (retards d'intervention sur l'ensemble du parc).
 - ⇒ La première pénalité selon le paragraphe 7.5 (faute grave).
- Si la somme des pénalités selon les paragraphes 7.1, 7.2, 7.3 et 7.4 dépasse de 50 % le marché annuel H.T. éventuellement révisé sur une installation.
- Si la révision de prix calculée aboutit à un taux d'augmentation supérieur à 2 %.
- Si le maître d'ouvrage fait réaliser des travaux importants sur une installation, tels que définis à l'article II du décret 2012-674 du 07 mai 2012 par une entreprise autre que celle titulaire du présent contrat de maintenance.
- Si une installation fait l'objet de 3 pannes ou plus par an (pour défaillances techniques uniquement) avec immobilisation de plus de 72 heures par panne.
- Si une installation fait l'objet de plus de 8 pannes par an (pour défaillances techniques uniquement).

Le préavis de résiliation est fixé à trois mois, sauf en ce qui concerne la résiliation pour faute grave (7.5) dans ce cas la résiliation pourra être immédiate à compter de la réception par le **Titulaire** du courrier envoyé en Recommandé avec Accusé de Réception.

Conformément au chapitre 7 du C.C.A.G. Fournitures et Services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39.

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

ARTICLE 18 – DIFFERENDS ET LITIGES

Tout différend ou litige concernant l'interprétation et/ou l'exécution du présent marché et qui ne saurait être réglé par une procédure amiable ou par voie d'arbitrage tel qu'il est prévu par le livre IV du nouveau code de procédure civile, relève,

conformément à la compétence territoriale prévue à l'article 43 du nouveau Code de procédure civile, du droit français et par conséquent de la compétence exclusive du Tribunal judiciaire de Toulouse.

ARTICLE 19 - LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG

Article CCAG	Article CCAP	Objet
Article 5	Article 3	Mesures de confidentialité
Article 11	Article 6	Précisions sur les modalités de règlement
Article 13	Article 4	Délai d'exécution
Article 14	Article 7	Pénalités
Article 30	Article 12	Réfaction
Article 46	Article 18	Différends entre les parties